

Des IUT de plus en plus éloignés de leur mission

François Hollande propose d'établir des quotas pour un meilleur accès à ce cursus des bacs pro et techno

C'est une tendance lourde. Depuis l'année de leur création, en 1966, le succès des instituts universitaires technologiques (IUT) ne se dément pas. Quelque 160 000 étudiants, soit environ 10 % du total des étudiants en université, choisissent cette formation conduisant à un diplôme (DUT) en deux ans et permettant l'accès au marché du travail.

Les raisons sont multiples : un maillage territorial (il existe des IUT dans plus de 250 villes en France), une organisation, un encadrement et un tutorat des professeurs qui permet de ne pas être trop perdu à l'université et d'appréhender l'enseignement supérieur en douceur, et aussi l'obtention d'un diplôme national, quel'on étudie à Marseille, Lille ou Tours. Sans compter le rôle d'ascenseur social que jouent les IUT : c'est dans les filières courtes que l'on retrouve la plus forte proportion d'étudiants boursiers (44,7 % de boursiers dans les DUT, contre près de 33,6 % dans les universités et à peine 25 % dans les grandes écoles).

« C'est simple : les bons étudiants veulent aller en classe prépa.

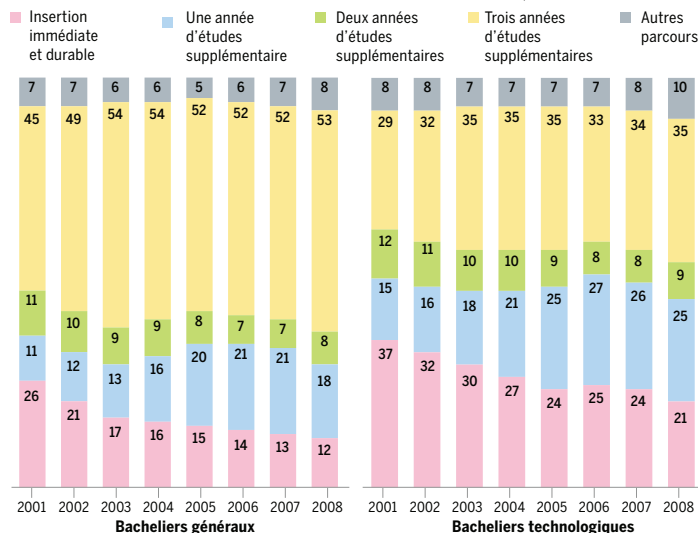
Si ça ne marche pas, ils choisissent d'aller en IUT parce qu'ils ne veulent pas aller à l'université. Ils ont compris qu'il leur fallait une orientation tournée vers un métier pour ne pas se retrouver au chômage », analyse Claude Fiore, directeur de l'IUT d'Aix-en-Provence.

Ce succès se mesure dans les effectifs. A quelques exceptions près (notamment dans certaines disciplines industrielles comme le génie thermique et électrique), toutes les disciplines font le plein sans souci. « L'explication est à chercher dans la moindre appétence des lycéens pour ce type de filière par rapport aux filières tertiaires comme "information et communication", où la demande est bien plus forte que l'offre », relève Jean-Paul Vidal, président de l'Union des présidents de conseils d'IUT (Unpiut).

Mais cela commence à faire grincer des dents. Les IUT se seraient éloignés de leurs missions initiales : à l'origine, seulement de 10 % à 15 % des étudiants devaient poursuivre leurs études ; on est aujourd'hui à 80 %, selon une enquête nationale qui a été menée par l'Adiut (l'Associa-

L'entrée dans la vie active est de plus en plus retardée

ORIENTATION DES ÉTUDIANTS TRENTE MOIS APRÈS OBTENTION DE LEUR DUT, en %*



* Les chiffres sont arrondis à l'unité, d'où parfois un total de 99 % ou de 101 %.

SOURCE : ENQUÊTE NATIONALE SUR LE DEVENIR DES DIPLÔMÉS DE DUT DE 2001 À 2008, ADIUT

tionneraient comme des classes prépa en sélectionnant les bacs scientifiques (S) avec mention au détriment des bacs techno, qui n'auraient, eux, que le choix d'échouer à l'université. La Conférence des grandes écoles (CGE) a d'ailleurs révélé dernièrement que, sur la totalité des étudiants entrant dans les grandes écoles, 10,6 % proviennent des DUT. « Prés d'un étudiant sur deux en troisième année de licence d'écoles d'ingénieurs et de management provient d'un DUT », indique la CGE dans une enquête réalisée auprès de ses membres.

Chiffres à l'appui, Christian Cuesta, directeur de l'IUT de Créteil-Vitry, veut torde le coup à cette idée. « Nous sommes en dessous des moyennes nationales pour les bacs

généraux, affirme-t-il : moins de 1 % de mentions "très bien" pour les bacs S dans les filières secondaires, 9,8 % "bien", et 35,7 % "assez bien". En revanche, on recrute globalement de meilleurs bacs techno (4,1 % "très bien", 21,3 % "bien" et 38,1 % "assez bien"). Dans certaines filières qui sont extrêmement prisées, comme Infocom, 80 % des étudiants ont une mention.

Patrick Hetzel, le directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, souligne que cette situation n'est pas nouvelle : « Les IUT sélectionnent depuis leur création. Dès le départ, il y a eu une volonté de développer une filière qui regardait la motivation des élèves. Les bacheliers de section S

généraux, affirme-t-il : moins de 1 % de mentions "très bien" pour les bacs S dans les filières secondaires, 9,8 % "bien", et 35,7 % "assez bien". En revanche, on recrute globalement de meilleurs bacs techno (4,1 % "très bien", 21,3 % "bien" et 38,1 % "assez bien"). Dans certaines filières qui sont extrêmement prisées, comme Infocom, 80 % des étudiants ont une mention.

Patrick Hetzel, le directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, souligne que cette situation n'est pas nouvelle : « Les IUT sélectionnent depuis leur création. Dès le départ, il y a eu une volonté de développer une filière qui regardait la motivation des élèves. Les bacheliers de section S

ont toujours été les plus nombreux dans les IUT. Ils ont tendance à diminuer. En 2001, ils étaient 43 %, aujourd'hui ils sont 41 % ». Et il invite à ne pas se tromper de débat : « La vraie question, c'est comment fait-on pour que les filières générales de l'université soient attractives et comment attire-t-on les bacheliers généraux ? »

Néanmoins, des voix s'élèvent pour que les bacs techno soient prioritaires. François Hollande, candidat socialiste à la présidentielle, s'est positionné sur le sujet. Dans un de ses discours sur l'éducation nationale, il a indiqué vouloir « réserver » aux bacheliers technologiques et professionnels les « formations qui étaient prévues pour eux - BTS et IUT - et qui sont aujourd'hui "trustées" par les bacheliers généraux ».

Système de bonus

En théorie, c'est déjà le cas. Les textes du Plan licence de 2007 sont clairs. Ils prévoient un accès au droit aux IUT des bacheliers technologiques avec mention (assez bien, bien, très bien) et l'instauration d'un système de bonus pour les IUT qui, au-delà de la moyenne nationale de 32 % accueillent des étudiants de bacs technologiques et professionnels. Aujourd'hui, 68 % des étudiants en IUT ont en effet un bac général, 30 % ont un bac techno et seulement 2 % un bac pro.

Les deux tiers des IUT seraient au-dessus et auraient perçu pour cela un bonus total de 5 millions. « La très grande majorité des IUT accueille aujourd'hui 50 % et plus de bacs techno, notamment dans les filières tertiaires comme par exemple les techniques de commercialisation. En revanche, dans les filières industrielles, nous n'atteignons jamais le recrutement des bacs techno, affirme Jean-Paul Vidal, qui voit d'un mauvais œil l'instauration de quotas. Nous sommes d'accord pour continuer nos efforts afin d'accueillir plus de bacs techno et même rappeler à l'ordre certains IUT qui ne jouent pas le jeu. »

NATHALIE BRAFMAN

« Laisser croire à un bachelier pro qu'il va réussir à l'université n'est pas sérieux »

Entretien

Jean-Marc Monteil, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), a été président d'université, directeur général de l'enseignement supérieur et chargé de mission auprès de François Fillon en 2007.

François Hollande propose de garantir un minimum de 50 % de places disponibles en IUT et en BTS pour les élèves issus des filières technologiques et professionnelles. Qu'en pensez-vous ?

Il est nécessaire d'ouvrir massivement les BTS aux bacs pro et à la plupart des bacs techno. Cela signifie que les BTS soient prioritairement réservés à ces populations. Aujourd'hui, trop de BTS pratiquent la sélection, c'est anormal. Il faut aussi multiplier ces classes pour accueillir les étudiants qui, sinon, vont à l'université par défaut, où ils échouent la plupart du temps.

Pourquoi ?

Tout simplement parce qu'un bachelier pro est un élève qui a des tas de qualités, mais pas celles qui vont lui permettre de réussir à l'université. C'est un élève en difficulté scolaire qui a été orienté vers un BEP en fin de 3^e. Il a ensuite réussi à passer un bac pro. Mais s'il va à l'université pour faire de l'histoire, de la chimie, de la psychologie... il échouera de nouveau. Lui laisser croire qu'il va réussir à l'université n'est pas sérieux. Éthiquement, ce n'est pas acceptable ; économiquement, c'est dramatique, et humainement, c'est très discuté.

Qu'en est-il pour les IUT ?

C'est assez différent parce que l'IUT est une formation à l'intérieur de l'université. Néanmoins

certaines IUT fonctionnent comme des classes prépa et sélectionnent des bacs généralistes avec mention. Par exemple : en mesure physique. Si on demande qui veut poursuivre au-delà des deux ans, ils lèvent tout le main. Alors, les IUT remplissent-ils vraiment leur rôle ? C'est à dire permettre à des étudiants de s'engager dans la vie active après deux ans de formation. Si tous les étudiants veulent au-delà de cette période faire une licence voire un master, alors pourquoi ne pas aller directement à l'université ?

Comment en est-on arrivé là ?

A la fin des années 1980, les universités ont dû faire face à un afflux d'étudiants. Les conditions d'enseignement y sont devenues difficiles avec des amphithéâtres gigantesques. Les IUT ont commencé à accueillir de plus en plus d'étudiants qui y trouvaient un triple avantage :

un meilleur encadrement, des conditions d'enseignement plus favorables et aussi des débouchés professionnels quasi immédiats. Les IUT ont donc commencé à sélectionner les meilleurs élèves. Les universités, de leur côté, ont dû prendre en charge tous les autres avec la mission de tous les faire réussir. Aujourd'hui, on annonce un taux d'échec de 30 % à 50 % à l'université ; mais les bacs généraux réussissent, eux, à plus de 90 %.

Ne faudrait-il pas un peu plus de connexions entre les IUT, les BTS et l'université pour éviter que ces élèves se perdent à l'université ?

Absolument ! Il faut institutionnaliser les relations entre ces trois composantes afin que les lycéens se voient proposer à la sortie de tel ou tel bac une orientation pertinente. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR N. BN

« Je voulais une formation reconnue internationalement et qui mette en valeur mes compétences. »

NINA DE MARTINIS-MAJSTOROVIC, CFA
Gérante marchés émergents, Amundi

Certaines formations professionnelles vous rendent plus compétent. Une seule vous rend EXCEPTIONNEL.

Rendez-vous sur Facebook.com/cfaInstitut.fr pour en savoir plus sur les avantages du CFA Program, la certification Chartered Financial Analyst et découvrir comment Nina est devenue une collaboratrice d'exception.



Faites-vous plaisir...

PRENEZ DES COURS D'ESPAGNOL

Offre spéciale
Après-midi de printemps

Découvrez ou redécouvrez l'espagnol
Tarif exceptionnel : 295 € au lieu de 345 €
D'avril à juillet 2012, 1 fois par semaine, de 15h à 18h*

www.paris.cervantes.es

Renseignements au 01 40 70 92 82

* Offre valable sur les cours A1.1 et A1.2, non cumulable avec d'autres promotions
** Soit 30 unités de cours = 120 jours d'accès aux cours en ligne

Paris solidaire des étudiants québécois en colère

Les rues parisiennes ont résonné vendredi 9 mars de l'accent québécois. Une cinquantaine d'étudiants de la Belle Province se sont réunis, dans le 16^e arrondissement, pour manifester contre la hausse des frais de scolarité prévue dans les universités québécoises dès la rentrée prochaine. Il s'agissait pour eux de soutenir les 140 000 étudiants actuellement en grève illimitée à travers le Québec afin de protester contre cette augmentation.

Dès la rentrée de septembre 2012, le gouvernement du Québec majorera en effet les droits de 325 dollars (presque 250 euros) par an, et ce pendant cinq ans. Cette mesure fera passer les frais de scolarité annuels de 2 168 dollars (1 665 euros) à 3 800 dollars (2 920 euros) en 2017 pour un étudiant inscrit à temps complet.

Les rangs des protestataires étaient principalement constitués d'étudiants québécois en mobilité à Paris, Lille, Bordeaux ou Bruxelles. Chaque année, la France en accueille près de 2 000. Moins souvent choisie que la Grande-Bretagne ou surtout que les États-Unis, la France reste une terre d'accueil assez prisée des jeunes Canadiens.

Mais, même avec leur pays loin des yeux, ces étudiants sont restés près du cœur de leurs congénères. « On organise la manifestation parce que nous nous sentons loin des camarades qui manifestent dans les rues. C'est notre manière de montrer notre solidarité », estimait William-J Beache-min, en marge du défilé. Cet étudiant québécois en philosophie passe un semestre d'échange à

Paris, mais il garde un œil sur son pays. La date du rassemblement parisien n'avait pas été choisie au hasard. Elle coïncidait en effet avec la venue à Paris du premier ministre du Québec, Jean Charest, l'« homme de la hausse », arrivé le 12 mars pour une visite de trois jours.

Aux côtés des jeunes Québécois, la manifestation comptait aussi quelques groupes de Français très concernés. Les étudiants hexagonaux sont près de 7 000 à partir d'étudier chaque année au Québec. Ils y vont en échange, certes, mais y suivent également des cursus intégraux. Cette province bilingue constitue une porte d'entrée sur le continent américain et autorise des études plus abordables qu'aux États-Unis.

Les Français bénéficient ainsi d'une entente qui limite leurs droits de scolarité au même montant que ce qui est demandé aux Québécois. La hausse prévue les concerne donc et pourrait rendre la destination moins attractive.

D'autant que le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur sa stratégie. Interrogé sur le sujet, Jean Charest a réaffirmé dans un entretien accordé à TV5 Monde qu'il ne ferait pas marche arrière dans ce dossier, car à ses yeux « cette décision est bonne ».

Les étudiants québécois qui suivent une formation en Europe n'ont pas non plus l'intention de désarmer. Ils comptent même maintenir la pression en organisant une « flashmob » (manifestation éclair) le 24 mars, à Londres, en solidarité avec leurs camarades en grève au Québec. ■

STÉPHANIE ROCHON

La fusion des Mines et des écoles Télécom donne naissance à un géant

Avec 12 000 étudiants en prévision, l'Institut Mines-Télécom sera bientôt le premier groupe de formation d'ingénieurs en France. Il rivalisera au niveau international avec les plus grands

Encore un géant. Les six écoles des Mines et les quatre écoles Télécom devaient présenter officiellement leur regroupement, mercredi 14 mars, au sein d'un Institut Mines-Télécom.

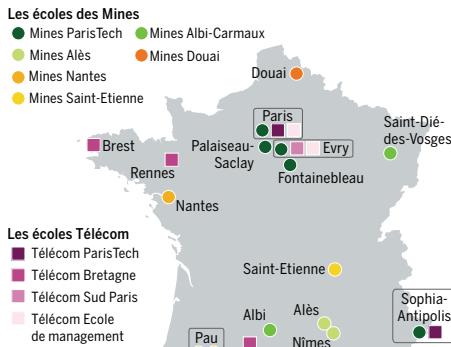
C'est dans l'air du temps. Pour pouvoir faire face à la compétition internationale dans l'enseignement supérieur, pour regrouper ses forces dans un contexte de pénurie budgétaire, l'union fait la force. Des écoles de commerce s'associent (Euromed et BEM, par exemple), des universités fusionnent (Aix-Marseille ou Strasbourg) ou s'associent dans les pôles de recherche et d'enseignement supérieur, les PRES.

En créant l'Institut Mines-Télécom avec l'école de commerce Télécom Ecole de management (TEM), les écoles publiques d'ingénieurs ne seront pas en reste. L'ensemble « pesera » 12 000 étudiants, 1 700 doctorants, 3 600 diplômés par an et sera présent sur tout le territoire. « L'objectif est de constituer un groupe d'une taille suffisante pour rivaliser avec les plus grandes universités du monde, comme le Massachusetts Institute of Technology [MIT, États-Unis] par exemple, explique Denis Lapert, directeur de TEM. Si vous n'avez pas la taille suffisante, ces gens-là vous ignorent. »

Synergies pédagogiques

Pascal Faure confirme : « Dans cette compétition, la taille est un facteur décisif pour signer de grands partenariats. Si vous n'atteignez pas cette taille, vous ne jouez pas dans la même cour », souligne le vice-président du conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, l'instance officielle qui, au ministère de l'économie, exercera la tutelle de l'Institut Mines-Télécom. Mais l'« effet taille » a également du sens au niveau national. L'idée du rapprochement de la famille des Mines de celle des Télécom, en effet, « c'est de constituer le premier groupe de formation d'ingénieurs en France, poursuit M. Faure, en développant une stratégie commune et en créant le maximum de synergies ». Dix éco-

Les dix écoles qui constituent l'Institut Mines-Télécom



SOURCE : INSTITUT MINES-TÉLÉCOM

les, ce sont dix contrats de téléphonie, dix systèmes d'information ou dix licences de logiciel... Négocier un contrat pour dix permettra d'obtenir des conditions plus avantageuses. Les synergies doivent aussi être pédagogiques. Les écoles sont invitées à travailler encore davantage ensemble, qu'il s'agisse de créer des formations communes ou des passerelles, par exemple. L'intérêt pour les étudiants ? Se voir offrir « un très large éventail

d'opportunités quand on s'inscrit dans l'une des écoles de l'Institut », explique Pierre Baylet, son directeur du développement et de la prospective. Celui-ci promet que les économies d'échelle qui seront réalisées ne serviront pas à rendre des postes au ministère, mais « à dégager des moyens supplémentaires pour mieux répondre aux besoins des étudiants : davantage d'encadrement ou des parcours plus personnalisés ».

A cette belle histoire d'amour

cependant deux bémols. Le premier tient à la prudence des fiancés. Si les Télécom, qui sont déjà réunis en institut jusqu'à présent, se couleront sans difficulté dans le nouvel organisme, il n'en est pas de même des Mines. Les projets de développement de Mines ParisTech en région parisienne ne sont pas arrêtés. L'établissement ne voulait donc pas s'engager trop vite dans le nouvel institut. Au grand dam de certaines écoles des Mines de province, celles-ci ne seront donc que rattachées à l'Institut Mines-Télécom, et non pleinement intégrées. Ce n'est qu'une question de temps, assurent les promoteurs du projet.

Second bémol, les représentants des personnels ne suivent pas. De bonne composition au départ, ils ont fini par s'opposer à tous les textes de finalisation de l'Institut Mines-Télécom. En cause, notamment, la rémunération : il n'y aura pas de grille des salaires dans l'institut créé et les salariés craignent de faire les frais d'un contexte budgétaire contraint.

Par ailleurs, dénonce Eric Bergeault, représentant de la CFDT, la mise en place d'un statut unifié pour les nouveaux salariés « créera une multiplicité de métiers et statuts », soit selon lui « une usine à gaz ». « Monter un nouvel institut sans l'accord des personnels, ce n'est pas folichon », regrette M. Bergeault. ■

BERNARD FLOCH

Label

37 formations innovantes

Le ministère de l'enseignement supérieur a récompensé, mardi 13 mars, 37 projets de formations du label Idefi (Initiatives d'excellence en formations innovantes), portés par des établissements publics et privés. Ils ont répondu à un appel à projets lancé en automne dernier dans le cadre du volet « recherche » du grand emprunt. Transdisciplinarité, lien direct avec les entreprises, développement numérique, pédagogies nouvelles et apprentissage personnalisé, constituent quelques traits du caractère innovant propre à ces formations initiales et continues, qui seront réalisées grâce aux fonds alloués par le ministère. Parmi les projets gagnants, huit ont été auparavant labellisés Idex (Initiatives d'excellence). D'ici à 2020, ils seront autorisés à utiliser 37 millions d'euros de leur dotation Idex pour installer leur projet innovant. Aux 29 autres primés, 149 millions d'euros seront attribués pour la même période. Au total, 93 établissements avaient déposé un dossier. ■ SOPHIE ESPOSITO

Devenez ingénieur pour l'homme et la terre

Agronomie et Développement

- École d'ingénieur en 5 ans post-bac habilitée par la CTI
- 16 mois de stage dans les pays du Sud
- De nombreux débouchés dans le secteur de l'agro-alimentaire, l'environnement, ingénierie du développement...

17 mars 2012
Journée portes ouvertes

Inscriptions sur : www.admission-postbac.fr

Ecole supérieure d'agro-développement international

www.istom.net

FORUM PARISIEN DE L'ORIENTATION

E-BUSINESS CINÉMA COMMUNICATION WEB-MARKETING
FINANCE TOURISME MULTIMÉDIA MARKETING
MANAGEMENT GESTION COMMUNICATION CULTURELLE WEB-MOBILE
COMMERCE COMPTABILITÉ WEB MARCHÉ DE L'ART
MARKETING CULTUREL MÉCÉNAT DESIGN ARTS ET SPECTACLE
PRODUCTION CULTURELLE JOURNALISME RESSOURCES HUMAINES MÉDIATION

SAMEDI 24 MARS 2012 / 13H À 17H30
35 avenue Philippe Auguste - 75011 Paris

Inscription sur pole-esg.fr/forum-orientation.html

Établissements d'enseignement supérieur technique privés